

[Texte]

Mr. Hawkes: At the time you made the report, these kinds of errors were still going on?

Mr. Deeks: No. These were not consistent errors, they were exceptions; they were coming out through our regular audit of the transactions and the rate calculations. We found these types of errors within their process. This is the normal type of auditing that we do where they have a process to arrive at rates. We test that process. In this case, with the amount of money involved, it is a rather large test in sampling and rather extensive. We found these types of errors, which we reported to the management.

Mr. Dye: It was only 5¢ a barrel and 13¢ a barrel, but the impact is enormous on a barrel.

Mr. Hawkes: I note there is \$2 million of the \$12 million right here, if we choose to go back and get it.

The Chairman: Thank you, Mr. Hawkes.

Mr. Desmarais.

Mr. Desmarais: Thank you, Mr. Chairman.

• 1145

I hope the main thrust of your report has to do with the accountability of Crown corporations. Would you outline for us what specific changes you would make in the act to give you the powers you seek with respect to Crown corporations?

Mr. Dye: I will attempt to, Mr. Desmarais, but I am an accountant, as you are, not a lawyer, and I would be presumptuous if I told drafters of legislation how to go about it. The issues I would ask them to address would be these: I think it is important for Parliament to have adequate accountability over Crown-owned corporations, not just the Crown corporations presently scheduled in the Financial Administration Act. I would expect Parliament to address a number of major areas: authorizing and mandating; financing; directing; controlling; recording and auditing. Within authorizing and mandating, the legislation for a Crown-owned entity should have a comment to the effect that it is an instrument of national policy and include a set of objectives offering control over the establishment of corporations. Parliament should be involved as well as the government, in my view. There may well be a requirement for a limitation of subsidiary powers to that of the parents. It might be an issue. The CDIC and the CDC at the moment both having the same powers has created a curious anomaly. I think it should provide for a period of review of the mandate set by Parliament, so that Parliament, over time, knows these Crown corporations are doing what they were intended to do.

Under the area of financing, I think there is a need in legislation for controls to be set out over spending commitment and borrowing powers, specifically capital budgets, operating budgets, approval of external borrowing, and the types of guarantees permissible. Certainly some attention should be

[Traduction]

M. Hawkes: Ces erreurs continuaient donc à se produire au moment où vous avez fait votre rapport?

M. Deeks: Non. Ces erreurs n'étaient d'ailleurs pas systématiques, c'était l'exception; elles apparaissaient dans notre vérification des transactions et des calculs des taux. Nous avons donc constaté que ce type d'erreur se glissait dans la façon de calculer les taux. Nous vérifions toujours la façon dont les taux sont calculés. Dans ce cas, et compte tenu des sommes d'argent en cause, nous avons une méthode extensive et un échantillonnage très large. Nous avons relevé ce type d'erreur et nous en avons fait part à la direction.

M. Dye: Cela ne concernait que 5¢ et 13¢ par baril, mais cela fait quand même une différence énorme.

M. Hawkes: Je vois ici 2 millions de dollars au lieu de 12 millions, si nous voulions récupérer cela.

Le président: Merci, monsieur Hawkes.

Monsieur Desmarais.

M. Desmarais: Merci, monsieur le président.

J'espère que votre rapport porte surtout sur l'obligation de rendre compte des sociétés de la Couronne. Quelle modification précise apporteriez-vous à la loi pour vous autoriser à prendre certaines mesures relativement aux sociétés de la Couronne?

M. Dye: Monsieur Desmarais, je vais tenter de vous en donner un exposé, mais, contrairement à vous, je ne suis pas comptable. Je ne suis pas avocat et je ne peux prétendre dire aux législateurs quoi faire. Mais je leur demanderai d'étudier ces questions. Il importe que les sociétés, propriétés de la Couronne, et pas uniquement celles dont le nom figure actuellement sur les annexes de la Loi sur l'administration financière, soient tenues de rendre compte au Parlement. A mon sens, le Parlement devrait s'intéresser à certaines grandes questions: l'autorisation et le mandat; le financement, la direction; le contrôle, le rapport et la vérification. Pour ce qui est de l'autorisation et du mandat, la loi créant une société propriété de la Couronne devrait souligner que la société est un instrument de politique nationale et prévoir une série d'objectifs permettant un contrôle sur la création de sociétés. Selon moi, le Parlement devrait s'intéresser à cela, tout comme le gouvernement. Il y aurait peut-être lieu de restreindre les pouvoirs complémentaires des sociétés-mères. Ce serait peut-être une autre question à étudier. La CDIC et la CDC ont actuellement les mêmes pouvoirs; cette situation est à l'origine d'une curieuse anomalie. Il me semble que la Loi devrait prévoir un examen du mandat imparti par le Parlement, ce qui permettrait au Parlement de vérifier si les sociétés de la Couronne respectent les objectifs fixés lors de leur création.

Pour ce qui est du financement, il me semble que la Loi devrait prévoir l'établissement d'un contrôle sur les dépenses engagées et les emprunts, particulièrement sur les budgets d'investissement et d'exploitation, et sur l'autorisation à contracter des emprunts à l'extérieur et le genre de garantie admissible. Il faudrait certainement étudier la question du